



CULTURE

A Marseille, la révolte du fondateur du Toursky

Richard Martin fait une grève de la faim pour protester contre une baisse des subventions pour son théâtre

MARSEILLE - correspondant

C'est une pièce qui n'en finit plus et une épine dans le pied du Printemps marseillais, la majorité municipale divers gauche élue en juin 2020. Richard Martin, le directeur du Théâtre Toursky, situé dans le très paupérisé 3^e arrondissement de la ville, suit depuis le 7 février une nouvelle grève de la faim. Sa quatrième depuis que le metteur en scène et acteur, 79 ans, a fondé le lieu, en 1971.

Cette fois, Richard Martin ne s'est pas arrimé contre la façade du théâtre, comme en 1981, pour protester contre des diminutions de subventions du ministère de la culture. Celui qui aime se définir comme « un poète » ou « un saltimbanque » a installé un « lit de lutte » rouge et noir au milieu du hall, entouré d'affiches sur lesquelles son visage et son nom sont partout.

Dans ce théâtre de 700 places se tiendront, vendredi 17 et samedi 18 février, deux soirées de soutien au maître des lieux.

Au huitième jour sans s'alimenter, Richard Martin garde le verbe haut et la voix puissante. A son côté, un ami médecin s'inquiète pourtant de ce qu'il estime être « un état de santé très dégradé ». Vêtu d'un peignoir de bain rayé gris et noir, enfilé sur un pull bleu, l'homme reçoit dans la cafétéria et montre assez d'énergie pour vitupérer pendant plus de deux heures contre ce qu'il définit comme « un plan politique » de la mairie de Marseille pour « lui prendre [son] théâtre ». « J'en ai la propriété intellectuelle, car j'en ai fondé », martèle-t-il. Richard Martin reproche à la municipalité de maintenir en 2023 la baisse de 80 000 euros – déjà effective en 2022 – sur la subvention qu'elle accorde chaque année au Toursky. Une aide qui reste, donc, à 950 000 euros, sur un bud-



La mairie ne cache pas sa volonté d'y voir plus clair dans la gestion du lieu dont l'administratrice est l'épouse du directeur

get total de 2 millions d'euros. Selon lui, la perte aurait déjà forcé sa structure à se séparer de quatre collaborateurs sur vingt-quatre salariés. Et à réduire la programmation annuelle du lieu qui propose, pour la saison 2022-2023, une quarantaine de spectacles.

Richard Martin s'indigne également de ce que la ville, propriétaire des murs, souhaite lui imposer la signature d'une convention d'occupation, la dernière ayant pris fin en 2014. Et surtout qu'elle lui demande de prendre des engagements sur sa succession. « Parce que je suis trop vieux? », hurle-t-il, les larmes aux yeux, en fixant la caméra d'un documentariste à qui il a demandé de le suivre depuis quelques jours.

Nouvelle croisade

Face à cette révolte très scénarisée, la municipalité fait le dos rond et tente d'argumenter. Embarrassé, le communiste Jean-Marc Coppola, adjoint à la culture, regrette « une réaction disproportionnée ». Et rappelle que, dans une situation financière tendue pour Marseille, il a souhaité rééquilibrer les subventions accordées aux lieux culturels. « Une décision largement comprise et acceptée au sein du secteur, portée par cette solidarité qui le caractérise », explique-t-il. Quant à la convention d'occupa-

tion d'une durée d'un an, l'élu rappelle qu'elle est rendue nécessaire par la loi et permettrait à la ville d'entamer des travaux de mise en conformité. « Désolé s'il n'y a pas eu de règles dans cette ville pendant quarante ans », se défend-il.

La mairie ne cache pas, non plus, sa volonté d'y voir plus clair dans la gestion d'un théâtre dont l'administratrice est aussi l'épouse du directeur. Vendredi 10 février, le conseil municipal a validé le versement de la première moitié de la subvention 2023 – 475 000 euros – à condition d'avoir accès au rapport d'activité 2022 de la structure.



Richard Martin, au Théâtre Toursky, à Marseille, le 8 février.

VALÉRIE VREL/PHOTOPQR/
« LA PROVENCE »/MAXPPP

Drapé dans son peignoir, Richard Martin joue l'amoureux déçu. « Jean-Marc était un frère » répète-t-il, rappelant qu'en 2019 l'élu communiste était venu le soutenir dans sa lutte contre la précédente majorité de droite. Dans une

interview à *La Provence* du 9 février, le metteur en scène a dérapé. « Ce n'est pas parce qu'on a conduit un train qu'on peut se mêler de la culture », a-t-il lâché, dans une allusion à la carrière de cheminot de M. Coppola. Si des personnalités

nationales, avec qui le directeur du Toursky a tissé de solides amitiés au fil de ses cinquante ans d'activisme, se font entendre – l'actrice Clémentine Célerié, le comédien Philippe Caubère, le député La France insoumise de la Somme François Ruffin –, le soutien est plus timoré au niveau local. La pétition lancée par l'équipe du théâtre le 12 février plafonne sous le millier de signatures. Très loin des 80 000 soutiens de 2009. Une grande partie du monde de la culture marseillais, où de nombreuses structures ont accepté des baisses de subventions, se tient à distance de cette nouvelle croisade.

L'engagement de l'autoproclamé « homme de gauche » sur les listes du sénateur Les Républicains Bruno Gilles lors des municipales 2020 a déboussolé nombre de ses anciens camarades. De même que son combat contre le journal culturel *Zibeline*, coupable à ses yeux d'avoir publié des informations sur le Toursky, et qui lui a valu une double condamnation, en première instance puis en appel, pour diffamation. Devant le théâtre, certains vieux amis « venus voir Richard » s'inquiètent qu'il s'engage « dans une impasse où il met en danger sa vie ». Jeudi 16 février, l'adjoint à la Culture Jean-Marc Coppola s'est déplacé en début d'après-midi au Toursky pour tenter de trouver une issue. S'il a réaffirmé la position de la municipalité, l'élu espérait avoir convaincu Richard Martin de suspendre rapidement sa grève de la faim. ■

GILLES ROF